

FINANCES ET ADMINISTRATION

3.1 Le président du SCAF, M. Hermann Pott (Allemagne), présente le rapport du SCAF (annexe 4) exposant les conclusions du Comité et les recommandations visant à la prise de décisions par la Commission.

Examen des états financiers révisés de 2006

3.2 Notant qu'un audit partiel a été effectué sur les états financiers de 2006 et qu'un rapport sans réserve a été fourni par le vérificateur comptable, la Commission accepte les états financiers vérifiés de 2006.

Type d'audit requis pour les états financiers de 2007

3.3 La Commission accepte l'avis du SCAF selon lequel il convient de faire réaliser un audit intégral des états financiers de 2007, ainsi qu'il en a été décidé en 2006 (CCAMLR-XXV, paragraphe 3.3).

Plan stratégique du secrétariat

3.4 La Commission prend note de l'avis du SCAF à l'égard du rapport du secrétaire exécutif, lequel constitue un élément essentiel de l'évaluation annuelle de sa performance.

3.5 La Commission note également les diverses questions mises en lumière dans le rapport CCAMLR-XXVI/6.

3.6 La Commission approuve la recommandation du SCAF de demander au secrétaire exécutif de procéder à une révision des fonctions du secrétariat liées à la gestion des données et aux affaires scientifiques en 2008, dès la prise de fonctions du nouveau directeur scientifique et après une période d'adaptation adéquate.

3.7 La Commission note, par ailleurs, la charge importante et croissante de travail du secrétariat. Elle reconnaît que, puisque les tâches du secrétariat ne cessent de s'accroître, en complexité et en volume, il serait peut-être nécessaire d'évaluer de manière stratégique les niveaux de personnel du secrétariat et le financement, et d'établir l'ordre de priorité des tâches.

3.8 La Commission approuve une proposition selon laquelle la Responsable de la conformité bénéficierait du Programme de développement professionnel du secrétariat en se rendant dans diverses ORGP (à savoir, l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest (OPANO) et la Commission des pêches de l'Atlantique du Nord-Est (CPANE)) en 2008. Elle reconnaît que les avantages à tirer des visites à l'OPANO et la CPANE seront nombreux, en dépit des différences entre la CCAMLR et ces organisations. L'Argentine fait remarquer qu'il convient de rester prudent dans l'engagement vers une coopération avec des organisations internationales dont l'adhésion et les objectifs diffèrent de ceux de la CCAMLR.

3.9 La Commission prend note des changements apportés au système d'imposition australien qui affectent le personnel du secrétariat, qu'il s'agisse de citoyens australiens ou de résidents permanents. Elle estime qu'en principe, le personnel de la CCAMLR devrait être traité équitablement par rapport aux autres contribuables australiens. La Commission approuve la recommandation faite par le SCAF selon laquelle il convient de donner au secrétaire exécutif l'autorité de régler le "Mature Age Worker Tax Offset" et l'effet de levier négatif. Ces paiements seraient une mesure provisoire jusqu'à clarification de la question par le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce et soumission de cette exemption à un avis juridique. La Commission décide également que le secrétaire exécutif devra rendre compte au SCAF de l'état d'avancement de la question jusqu'à sa résolution.

Examen du budget 2007

3.10 La Commission approuve le budget 2007 tel que présenté en appendice II à l'annexe 4, notant les ajustements soulignés dans la partie III de CCAMLR-XXVI/4.

Service de traduction simultanée pour le SCIC

3.11 La Commission rappelle ses délibérations de 2006 (CCAMLR-XXV, paragraphe 3.11) et approuve la recommandation du SCAF de prévoir la somme de 88 000 AUD dans le budget 2008 pour la traduction simultanée du SCIC.

3.12 La présidente du SCIC ayant avisé que la mise à disposition de services de traduction simultanée pour les réunions de ce Comité est une question hautement prioritaire, car ces services devraient en faciliter les travaux, de nombreux Membres indiquent qu'ils soutiennent ce projet. L'Argentine déclare que grâce à des services de traduction simultanée intégrale, les travaux du SCIC non seulement seront plus efficaces, mais ils enrichiront les délibérations au sein du Comité et permettront une participation accrue, pour le bénéfice de tous les Membres.

3.13 La Commission accepte le budget proposé de 88 000 AUD pour la traduction simultanée – soit 22 000 AUD pour les frais initiaux et 66 000 AUD pour les services de traduction simultanée – et inscrit cette somme dans le budget 2008 (voir paragraphe 3.22).

Réseau de connexion sans fil

3.14 La Commission prend note de l'avis selon lequel un réseau informatique sans fil a été installé et est désormais pleinement opérationnel et demande au secrétariat de surveiller les frais d'utilisation, du fait que l'accès est illimité. Elle note les inquiétudes relatives au mauvais usage de ce service concernant principalement l'accès à Internet, et soutient l'idée d'en faire payer tout usage excessif. La Commission reconnaît l'utilité du réseau informatique sans fil, mais estime qu'il s'agit là d'une situation évolutive qu'il faudra gérer pour assurer le plein accès à ce service pendant toutes les réunions de la CCAMLR.

Fonds de réserve

3.15 La Commission prend note de la dépense de 25 850 AUD, somme prélevée sur le fonds de réserve pour l'achat d'un groupe électrogène en vue d'assurer le courant ininterrompu pour les serveurs informatiques du secrétariat.

3.16 La Commission note que le fonds d'exploitation général remboursera le fonds de réserve à la fin de l'année fiscale 2007.

Salaires des cadres

3.17 La Commission, sur l'avis du SCAF, décide de conserver cette question à son ordre du jour et de la renvoyer à sa prochaine réunion.

Budget 2008

3.18 La Commission est avisée par le SCAF que le SCIC a demandé 50 000 AUD pour le financement d'un atelier d'évaluation de la conformité qui se tiendra parallèlement à la réunion du Groupe de travail sur le contrôle et la gestion de l'écosystème (WG-EMM) en 2008 et de 100 000 AUD en vue d'une analyse de la performance de l'organisation. Plusieurs Membres ayant exprimé leur inquiétude à l'égard de l'augmentation rapide du budget de la Commission, celle-ci accepte de porter le financement de l'analyse des performances au budget 2008, mais décide de reporter l'atelier à 2009. La Commission décide d'inclure dans le budget 2008 deux questions prioritaires, l'évaluation de la performance et le service de traduction simultanée pour le SCIC.

3.19 La Commission note l'importance des tâches présentées au budget proposé du Comité scientifique. Elle prend également note de la recommandation du SCAF visant à faire porter au budget le montant de 91 000 AUD destiné à l'atelier CCAMLR-CBI, en tenant compte du fait que la CBI fera une contribution équivalente. Elle note également que, de surcroît, les coûts administratifs se rattachant à l'organisation de l'atelier au secrétariat s'élèveront à 32 000 AUD, qui devront être divisés à parts égales entre la CCAMLR et la CBI.

3.20 La Commission accepte d'inclure dans son budget de 2008 le budget du Comité scientifique d'un montant de 386 800 AUD.

3.21 La Commission demande au Comité scientifique de s'efforcer à l'avenir d'assigner des priorités dans ses demandes budgétaires et précise que l'augmentation des prévisions budgétaires de 2008 ne saurait être considérée comme un précédent.

3.22 La Commission soutient pleinement la recommandation du SCAF visant à l'adoption du budget intégral de la Commission pour 2008, tel qu'il est présenté à l'appendice II de l'annexe 4, déduction faite des 50 000 AUD correspondant aux frais liés à l'atelier d'évaluation de la conformité qui est reporté à 2009 (paragraphe 3.18).

3.23 La Commission, tout en restant attachée au principe de croissance réelle nulle, note qu'il n'est pas possible de limiter la hausse du budget révisé de 2008. Par conséquent, les contributions des Membres ne peuvent pas adhérer à ce principe et le secrétaire exécutif est prié d'examiner toutes les possibilités de réduction de coûts en 2008.

3.24 La Commission note que, avec la contribution annuelle intégrale de la Chine pour 2008, la hausse totale des contributions des Membres pour 2008 est de 11,39%, comme cela est indiqué à l'appendice II de l'annexe 4.

Contributions des Membres

3.25 Conformément à la règle 5.6 du Règlement financier, la Commission accorde à l'Afrique du Sud, à l'Argentine, à la Belgique, au Brésil, à la Chine, à l'Espagne, aux États-Unis, au Japon, à l'Ukraine et à l'Uruguay une prolongation de la date limite de paiement pour les contributions de 2008. Le secrétaire exécutif prend note du nombre sans précédent de demandes de prolongation de paiement et rappelle aux Membres de bien vouloir s'efforcer de payer leur contribution dès que possible.

3.26 La Commission note que le SCAF a examiné diverses options ayant pour but d'inciter les Membres à payer leur contribution avant la date limite prescrite à la règle 5.6 du règlement financier. Elle se rallie au SCAF en déclarant que la question relative au problème des paiements tardifs doit être examinée, et demande qu'une solution éventuelle soit présentée à la réunion 2008 du SCAF.

Prévisions budgétaires pour 2009

3.27 La Commission prend note des prévisions budgétaires pour 2009 présentées à l'annexe 4, appendice II, auxquelles a été ajouté un montant de 50 000 AUD reporté du budget de 2008 pour l'atelier chargé de l'évaluation de la conformité ; elle note, de plus, l'inclusion du financement d'une réunion d'un groupe technique *ad hoc*, ainsi que la publication d'une édition spéciale de *CCAMLR Science*.

3.28 La Commission note à nouveau l'importance de la réduction des dépenses, par tous les moyens possibles, pour maintenir le budget dans sa cible habituelle de croissance réelle nulle (c.-à-d., dans les limites de l'inflation).

3.29 La Commission note que les tableaux du budget et des contributions des Membres figurant à l'annexe 4, respectivement aux appendices II et III, sont remplacés par des tableaux révisés reflétant les modifications apportées aux budgets de 2008 et 2009. Elle note également les changements qui en résultent pour les contributions 2009 des Membres.

Autres questions

3.30 La Commission note que le SCAF a examiné le statut de l'Ukraine en ce qui concerne l'article XIX.6 de la Convention et l'interprétation de la décision de la Commission au sujet de

la définition de la "période de manquement" associée à la date de paiement des contributions d'un Membre individuel (CCAMLR-XVIII, paragraphe 3.12). La Commission note, par ailleurs, que le SCAF a reçu des informations concernant les contributions de l'Ukraine pour 2005, 2006 et 2007 et que les avis sur le statut de l'Ukraine à l'égard de cette période de manquement varient.

3.31 La Commission note que la délégation de l'Ukraine a fait savoir qu'à l'égard de sa contribution 2007, un paiement partiel de 20 000 AUD serait versé très prochainement.

3.32 La Commission décide de ne pas appliquer, dans ces circonstances, la définition de la période de manquement au paiement présentée dans le paragraphe 3.12 de CCAMLR-XVIII. Elle demande au SCAF d'examiner, à sa prochaine réunion, l'interprétation de l'Article XIX.6 de la Convention.

Président et vice-président du SCAF

3.33 La Commission note que l'Inde a été nommée à la présidence du SCAF pour les réunions de 2008 et 2009, et que la Nouvelle-Zélande a été à nouveau nommée à la vice-présidence jusqu'à la fin de la réunion de 2008. La Commission remercie Hermann Pott d'avoir présidé le Comité du SCAF pendant cinq ans et d'en avoir présenté le rapport.